

La pointe de l'iceberg

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1230

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1015647>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Domainaine Public DP

JAA

1002 Lausanne

19 octobre 1995 - n° 1230
Hebdomadaire romand
Trente-deuxième année

La pointe de l'iceberg

Durant des décennies, la police fédérale a pisté avec application et sans discernement les militants de l'extrême-gauche, confondant trop souvent contestation légitime de l'ordre établi et mise en danger de la sécurité publique. Par contre, dans la même période, les limiers bernois n'ont prêté qu'un regard distrait à l'extrême-droite, comme si la défaite des puissances de l'Axe avait à jamais rayé la peste brune de la liste des épidémies idéologiques à haut risque.

Il a fallu une flambée de violence au tournant des années 90, essentiellement dirigée contre des requérants d'asile, pour inquiéter les autorités fédérales et susciter le besoin d'en savoir plus sur ce phénomène. D'où le rapport sur l'extrémisme de droite présenté la semaine dernière.

Ce que révèle cette étude n'a pas de quoi inquiéter. La nébuleuse d'extrême-droite, constituée de nostalgiques du fascisme et des fronts, d'une nouvelle droite à prétention intellectuelle et de skinheads prompts à manier le bâton, ne regroupe pas plus de 3 à 400 militants. L'application ferme de la loi et des sanctions prévues pour réprimer les actes de violence et de racisme devrait suffire à contenir ces groupuscules. D'ailleurs à cet égard, la marge de manœuvre des autorités n'est de loin pas épuisée: trop d'attentats sont restés impunis et la police n'a pas toujours manifesté le zèle nécessaire à la découverte des coupables.

Plus inquiétante et plus dangereuse, l'extrême-droite l'est sur le terrain politique. Le parti de la liberté (ex-automobilistes), celui des démocrates suisses (anciennement Action nationale) et la ligue des Tessinois ne prônent pas la violence et ne se nourrissent pas officiellement de la bouillie idéologique des groupuscules précités. Soucieux de respectabilité et forts de la légitimité démocratique que leur confèrent leurs succès électoraux, ils relayent et attisent tout à la fois la xénophobie et le nationalisme le plus intolérant dont ils ont fait leur fonds de commerce.

Face à eux, il n'est pas question de brandir le code pénal; c'est d'une confrontation politique qu'il s'agit, dont

les résultats se lisent dans les urnes. Une confrontation où les adversaires de l'extrême-droite risquent la contamination par le discours qu'ils sont censés combattre. Déjà, dans les rangs bourgeois, on a pu observer ça et là des dérapages préoccupants: le «kitsch humanitaire» de Franz Steinegger, président du parti radical, lors de la polémique au sujet des requérants d'asile auteurs de délits; la barre fatidique des 20% d'étrangers, de son homologue démocrate-chrétien Anton Cottier; l'insistance de l'UDC zurichoise à amalgamer criminalité, drogue et étrangers et à présenter le monde extérieur comme une menace pour la Suisse.

Dans une interview à la *Basler Zeitung*, Hans-Peter Kriesi, l'un des auteurs de l'étude sur l'extrême-droite en Suisse, montre bien le dilemme: lorsqu'un grand parti, comme les conservateurs en Grande-Bretagne ou les chrétiens-démocrates en Allemagne, flirtent avec la xénophobie, il n'y plus de place pour l'extrême-droite. Cette dernière trouve par contre un écho favorable quand une partie de l'opinion perçoit que les responsables politiques ne tiennent pas compte de son inquiétude face à l'insécurité du marché de l'emploi et, plus généralement, aux transformations rapides de la société.

La xénophobie et le nationalisme restent détestables, avec ou sans une extrême-droite indépendante. Et les seules dénonciations, aussi vigoureuses soient-elles, ne suffiront pas à préserver la démocratie de ces maladies honteuses. Seules des réponses positives permettront de sortir de ce dilemme inacceptable. Des réponses qui prennent en compte l'angoisse des personnes larguées par le progrès technique, marginalisées par une rationalité économique à courte vue, exclues socialement et matériellement. C'est sur ce terreau que prospèrent la xénophobie et le nationalisme. Les démagogues y puisent leurs ressources électorales; les politiciens responsables traitent les causes de la maladie: une meilleure formation, une distribution plus harmonieuse des richesses produites, une organisation du travail qui donne une place à chacun. JD